



SYMÉTAL
Francilien

Syndicat CFDT des Travailleurs dans la Métallurgie d'Ile de France (Sud et Est)

Cher(e)s Camarades BONJOUR,

Pourquoi demander la suppression de l'article 1.1.2.4.3 du projet de résolution. ~~Article~~
~~que nous ne citerons pas ici, chacun d'entre nous ayant appris par cœur le texte:~~

~~Bon, pour celles et ceux du fond de la salle mais aussi du premier rang, un petit rappel:~~

Nous parlons ici d'accompagnement et plus particulièrement d'une proposition d'expérimentation de « contrats d'accompagnement » aux syndicats, travaillés avec les fédérations et les unions régionales. Ces « contrats d'accompagnement » doivent permettre à ces structures de s'engager sur le « qui fait quoi » et « pour quels objectifs » en matière d'accompagnement des sections, de développement de la syndicalisation, de formation syndicale, d'aide à la structuration, d'accueil des nouveaux collectifs.

L'idée est séduisante, pourra plaire à une partie d'entre-nous, en laisser certains indifférents et peut-être déplaire à d'autres et tout cela pour des raisons probablement très différentes.

En effet n'oublions pas que, bien que nous soyons tous des syndicats CFDT, nos réalités sont parfois bien différentes.

Alors pourquoi nous réitérons la question, pourquoi demander la suppression de cet article ?

Est-ce notre côté parano qui veut que tout ce qui est proposé par la confédération concernant la vie des syndicats soit vu comme de l'ingérence, une volonté irrépressible de prendre le contrôle, de mise sous tutelle de fait ?

Et bien Non !

Non car nous ne sommes pas complètement paranos, peut-être un petit peu sans doute parfois.

Non car nous sommes en plus contents des outils, services et fonctionnements de la confédération. Nous trouvons même que notre organisation tourne bien.

Et c'est là la clé de notre amendement.



Syndicat CFDT des Travailleurs dans la Métallurgie d'Ile de France (Sud et Est)

Petit rappel, sur comment fonctionne notre organisation et citons quelques extraits du très bon guide confédéral, disponible en ligne, « Faire vivre notre démocratie » :

- « Notre organisation est construite sur le principe du fédéralisme lui-même guidé par des principes forts : la souveraineté, la délégation et la subsidiarité. »
- « Leur application n'est pas seulement valable pour un syndicat vis-à-vis des autres structures dont il fait partie mais également pour chacune de celles-ci dans ses rapports aux autres structures CFDT. »

Détaillons quelque peu les trois principes évoqués :

Attention tout ce qui suit relève du copier-coller sans vergogne du guide confédéral plus haut mentionné.

- Le principe de souveraineté

La souveraineté implique que chaque structure détermine, dans son champ d'activité géographique et professionnelle, sa politique et son activité.

À titre d'exemple, chaque structure décide de son budget, élit ses responsables, nomme ses délégations, élabore sa politique de formation, d'information, d'action revendicative, de développement, en fonction de ses réalités propres.

Cela a été précisé au Congrès de Lille de 1998.

Un corollaire de ce principe de souveraineté est le principe de non-ingérence. Il signifie que chaque structure s'interdit de s'immiscer dans les affaires d'une structure voisine.

- Poursuivons par le principe de délégation.

Selon ce principe, chaque structure accepte de remettre une part de sa souveraineté aux instances fédératives pour tous les domaines qui ne sont pas de sa compétence directe et/ou qui dépassent son champ d'activité.

Il est donc permis de dire que le principe de délégation permet d'articuler la souveraineté relative des différentes structures et la prise de décisions cohérentes pour leur ensemble.

- Continuons par le principe de subsidiarité.



Syndicat CFDT des Travailleurs dans la Métallurgie d'Ile de France (Sud et Est)

Les structures CFDT s'inscrivent dans des relations d'interdépendance et de responsabilités réciproques. Faire vivre notre fédéralisme de manière opérationnelle nécessite confiance, partage et mise en commun.

Ainsi, le principe de subsidiarité, réaffirmé au congrès de Rennes 2018, induit que « c'est la structure la plus en proximité qui assume la responsabilité de ses actions dans ses domaines de compétence et son champ d'activité mais que, quand elle rencontre des problèmes pour agir, les autres structures ont la possibilité d'intervenir, en concertation avec elle ».

Le pillage du guide « Faire vive notre démocratie » n'est pas tout à fait terminé.

Comme tout groupement, toute association, surtout quand elle rassemble un grand nombre de membres, la CFDT s'est donnée un certain nombre de règles communes contenues dans ses statuts et son règlement intérieur.

Pour être opérationnelles, ces règles doivent être :

- Des règles communes, cohérentes entre elles ;
- Des règles stables : de même que dans un jeu, on ne change pas les règles au milieu de la partie, nos règles statutaires s'inscrivent dans la durée et ne se changent que lentement et prudemment. Les statuts de la confédération datent de 1970 pour l'essentiel de leurs dispositions ;
- Des règles établies par tous, connues de tous, appliquées par tous et respectées par tous.

Le cadre organisé de son fonctionnement fédéraliste est nécessaire à la démocratie interne de la CFDT, à la cohérence de son action et à son efficacité.

Cependant, le congrès de Tours (2010) a estimé que ce cadre n'est pas suffisant pour répondre aux besoins des militants et des équipes d'entreprise.

D'où plusieurs chantiers, « Réponses à la carte », par exemple et à partir du congrès de Rennes en 2018, le dispositif ARC pour Accompagnement, Ressources et Conseil en sont un autre exemple.



SYMÉTAL
Francilien

Syndicat CFDT des Travailleurs dans la Métallurgie d'Ile de France (Sud et Est)

Alors avons-nous aujourd'hui besoin d'aller vers l'expérimentation des « contrats d'accompagnement » aux syndicats, travaillés avec les fédérations et les unions régionales. « Contrats d'accompagnement » qui doivent permettre à ces structures de s'engager sur le « qui fait quoi » et « pour quels objectifs » en matière d'accompagnement des sections, de développement de la syndicalisation, de formation syndicale, d'aide à la structuration, d'accueil des nouveaux collectifs ?

Non, car le « qui fait quoi » est déjà prévu dans notre fonctionnement, nos règles, notre fédéralisme.

Non, car cela remettrait en cause les règles évoquées plus haut par absence de commun^{Représ} de stabilité (dénonciation du contrat) et de connaissance par tous.

Non, car nos statuts et règlements intérieur contiennent déjà tout le nécessaire pour permettre l'accompagnement.

C'est pour cela qu'aujourd'hui nous vous appelons à supprimer l'article 1.1.2.4.3 en soutenant massivement notre amendement.

Merci à tous et bon congrès.